

https://ricochets.cc/La-rentree-en-France-insurrection-ou-insurrection_le-bloc-bourgeois-pousse-a-la-revolte.html



La rentrée en France : insurrection ou insurrection ?

- Les Articles -



Publication date: mardi 27 août 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Du fond du coeur, merci Macron et l'ensemble du bloc bourgeois, car à présent même le plus fervent partisan des élections, la personne la plus convaincue de la sainteté des urnes, du respect des « règles démocratiques » et des gouvernements, de la neutralité de l'Etat, de la légalité, de la Constitution et de la pure république ne peut qu'être profondément persuadée de la nécessité impérieuse d'une énorme insurrection générale pour renverser la table et provoquer une vraie rupture.

Celleux à gauche qui auparavant jetaient la pierre aux insurgés, grévistes désobéissants, saboteurs et autres émeutiers en les traitant de « violents » ou d'« irresponsables » vont prochainement se bousculer dans la rue pour jeter les premiers pavés et construire des barricades enflammées.

Le bloc bourgeois rend un très grand service aux anarchistes et autres révolutionnaires en démontrant de manière éclatante la validité de leurs analyses, modes d'actions et projections. Les coups de force du bloc bourgeois sont plus efficaces et démonstratifs que 10.000 ans de propagande révolutionnaire sur Ricochets & co. Merci encore !

Si auparavant seules quelques minorités d'activistes et gilets jaunes étaient convaincus qu'on était pas en démocratie et qu'une bonne révolution pétrie d'illégalismes s'imposait, à présent c'est l'ensemble des « forces de gauche » qui va devoir abandonner sa confiance dans les institutions et le vote, sa foi dans la non-violence dogmatique, son allégeance aux partis et directions syndicales, sa croyance dans les sages manifs et le réformisme « social-démocrate » bon teint, pour grossir les rangs des plus ardents radicaux anti-capitalistes, adeptes de l'action directe et autres révolutionnaires.

- ▶ Malgré tout des manoeuvres dilatoires continuent dans le vide : LFI lance le lapin poussif d'une impossible destitution du tyran, tandis que la CGT reprend ses annonces ridicules d'une « journée de mobilisation », ...fin septembre début octobre, après la bataille. Mais qui peut encore décemment marcher dans ces combines minables qui ne mènent qu'à asseoir la domination bourgeoise, étatiste et capitaliste sur nos vies de serfs ? (Note : entre temps, LFI et d'autres appellent à des mobilisations immédiates, et à des « marches » le 07 septembre - Des actions bien trop mesurées et perdantes, après déjà presque 2 mois de perdus en attentismes)

Si Macron et le bloc bourgeois se permettent de piétiner à ce point les élections et la gauche c'est qu'ils savent (la défaite du mouvement pour les retraites l'a démontré une fois de plus en 2023) que les forces de gauche sont incapables de faire vivre pour l'instant un soulèvement conséquent. A nous de démentir ça dans les faits, comme on a fait échouer la victoire programmée de l'extrême droite aux législatives ?

Depuis les résultats début juillet on sait que l'autocrate Macron veut piétiner les résultats des élections dans la république bananière anti-démocratique en vigueur.

Pour la gauche, il ne servait donc à rien d'attendre, de jouer le jeu et de s'humilier en participant gentiment à sa mascarade de « consultation » (entretien d'embauche bidon) des partis politiques.

Dans ces institutions non-démocratiques autoritaires, le pouvoir peut faire à peu près ce qu'il veut. Quand la populace ne vote pas ce qu'il faut, les « souplesses » institutionnelles, le nouvel « arc républicain » des droites radicalisées et les éditorialistes de cour des médias dominants rectifient le tir.

Dans cette situation, seuls importent le conflit et le rapport de force, [rester lisse et carpette avec les tyrans ça ne marche pas](#), ils en profitent pour vous écrabouiller encore plus.

- ▶ Alors ça y est, c'est la grève générale insurrectionnelle avant Noël ? Sans doute pas, mais elle est chaque jour moins impossible.

Élections piétinées : que faire contre le cordon bourgeois ?

► [Élections piétinées : que faire contre le cordon bourgeois ?](#)

(...)

Revenons en France : le cordon sanitaire à l'extrême-droite n'existe pas, bien au contraire. Le président de la République a décidé la tenue d'élections législatives au moment où l'extrême-droite était au plus haut. La plupart des médias ont aussitôt décrit sa victoire comme inéluctable, à grand renfort de sondages qui se sont tous révélés complètement mensongers.

(...)

L'ensemble des grands médias et la classe politique dominante ont battu en brèche l'idée selon laquelle ça serait au groupe arrivé en tête de tenter de former un gouvernement

D'abord, l'ensemble des grands médias et la classe politique dominante ont battu en brèche l'idée selon laquelle ça serait au groupe arrivé en tête de tenter de former un gouvernement. Ensuite, le Président n'a nommé personne, arguant de la prééminence des Jeux olympiques. Puis, il a commencé une série de rencontres de type "entretien d'embauche" pour trouver le bon candidat, au mépris complet du résultat des élections.

Les grands médias couvrent ce déni de démocratie à l'aide d'arguments qu'il est bien facile de contrer

(...)

« Pour Emmanuel Macron et les siens, il est simplement inenvisageable de nommer un gouvernement qui remettrait en cause la "mère des réformes", celle des retraites. »

(...)

Bref, a minima, Lucie Castets Première ministre aurait pu retirer à la bourgeoisie trois grandes victoires obtenues sur le dos des citoyens

(...)

La situation est la suivante : le président de la République ne respecte pas les élections qu'il a lui-même déclenchées, car il espérait un résultat différent. La majeure partie des forces politiques et tous les grands médias couvrent cette manoeuvre digne de Vladimir Poutine en matraquant des arguments légaux ou politiques qui ne tiennent pas la route plus de 30 secondes.

(...)

Les choses sont désormais très claires : le système politique français et sa classe dominante ont conçu un système d'apparence démocratique où il est uniquement possible de choisir entre les options qui ont sa préférence. Actuellement : la droite antisociale et colonialiste ou bien l'extrême-droite antisociale et raciste. Toute autre option qui remettrait en cause les conditions de la prospérité des possédants - régime fiscal préférentiel et détournement d'argent public, dans le cas actuel - doit être rayée du menu. C'est le cordon bourgeois : un système politique et médiatique tacite, instinctivement partagé par les membres et sous-membres de la classe dominante, qui vise à empêcher l'accession au pouvoir de toute option contraire à leurs intérêts, même lorsque cette option est modérée.

Face au cordon bourgeois, pas de victoire électorale possible

(...)

Face au cordon bourgeois, pas de victoire électorale possible. Le cordon bourgeois - qui est également construit au niveau des institutions européennes - a déjà agi contre nos votes en 2005 - lorsque Français, Hollandais et Irlandais votaient contre le traité constitutionnel européen et que leurs parlements ont ensuite malgré tout entériné le même traité - et en 2015 - lorsque les Grecs élisaient un gouvernement de gauche radicale et plébiscitaient sa confrontation avec la Troïka (les institutions européennes et internationales surveillant la dette grecque) par un référendum - depuis complètement piétiné. **Le cordon bourgeois s'exerce le plus souvent en amont des élections, en neutralisant, au sein des partis de gauche, toute véritable velléité de changement. La gauche qui a déjà gagné des élections, en France, était depuis longtemps infiltrée par les idéaux bourgeois :** le PS de Mitterrand a fait semblant de se battre avant de se lancer dans une politique libérale extrêmement profitable au

capitalisme et celui de Hollande a carrément affirmé, avant les élections, qu'il n'en avait pas l'intention

(...)

Face au cordon bourgeois, il ne sert à rien d'être "crédible", poli, lisse : Lucie Castets l'était et cela n'a tout de même pas fonctionné. Elle-même issue de la classe dominante, jouant pleinement le jeu de la respectabilité bourgeoise, elle a été écartée sans ménagement après avoir dû jouer jusqu'au bout au jeu de la bonne élève. Ses exposés de son programme économique ont brillé par leur clarté et leur crédibilité, de quoi rassurer patronat et hauts fonctionnaires. Mais ça ne suffit pas.

(...)

Face au cordon bourgeois, il faut cesser d'être naïf et de croire qu'on vit dans un système démocratique. « Il faut arrêter de nous sous-estimer, maintenant ! » aurait lancé Marine Tondelier, la secrétaire générale du Parti écologiste, à Macron, raconte toujours Le Monde. Hélas, le Président a raison de sous-estimer le NFP : face à l'établissement du cordon bourgeois - qui n'est pas une première dans notre Histoire, on l'a dit - espérer la mansuétude et le respect des élections de la part du leader des banquiers et des actionnaires, c'est une perte de temps et une terrible démonstration de faiblesse.

(...)

Le cordon bourgeois ne craint que la force qu'on lui opposera. Et, hélas, gagner une élection ne donne pas suffisamment de force, surtout quand celui qui est le "garant des institutions" est Macron et ceux qui commentent le jeu sont nos grands médias de milliardaires - et nos médias publics de serpillères.

(...)

Où trouver la force à opposer au cordon bourgeois ? **En consacrant toute leur énergie aux échéances électorales plutôt qu'à l'organisation concrète de la société (par des réseaux d'entraide, des loisirs, des mécanismes qui donnent de la cohérence et de la force aux classes dominées), les partis politiques de gauche sont dans l'impossibilité de lancer un mouvement social capable d'agir sur d'autres leviers - la production économique, les réseaux de transport, etc.** Dans le partage des tâches que syndicats et partis de gauche se sont données au cours du XXe siècle, c'est aux premiers de faire ce travail.

Malheureusement, le cordon bourgeois, en France, a aussi durablement neutralisé la puissance des syndicats. En amont, en criminalisant l'action syndicale et en rendant le syndicalisme épuisant et inoffensif dans les entreprises. En aval, en intégrant une partie des leaders syndicaux dans son univers (les dirigeants de la CFDT sont ainsi systématiquement récompensés par des postes dans la bonne société une fois leur mandat terminé).

(...)

Alors que faire ? Pour exercer de la force, il faut, nous l'avons dit ici à de nombreuses reprises, constituer des structures qui peuvent, localement et nationalement, organiser la population pour arracher des victoires. Nous avons déjà évoqué des réseaux locaux de résistance à l'extrême-droite, très ouverts, très accessibles, très souples dans leur fonctionnement et qui ne s'interdisent aucun mode d'action (entraide, actions directes, discussions et actions sur le lieu de travail, etc.). Il semble que leur périmètre gagnerait à être élargi. Si on ne peut plus compter sur les élections pour obtenir du changement et si les cadres syndicaux ne nous autorisent que d'inoffensives démonstrations de force, alors il va falloir changer de tactique si nous voulons un jour obtenir autre chose que du mépris, de la déception et de la violence sociale.



La rentrée en France : insurrection ou insurrection ?

IL N'Y AURA PAS DE GOUVERNEMENT DU FRONT POPULAIRE

- Macron : la stratégie du chaos et du découragement

C'était écrit d'avance, c'est désormais officiel. Macron n'a aucune intention de respecter le résultat des urnes. Il n'y aura pas de nomination d'une Première Ministre issue du Front Populaire, pourtant arrivé en tête lors des élections législatives provoquées au début de l'été.

"Stabilité"

Dans un communiqué diffusé ce 26 août, le Président de la République » dit avoir « constaté qu'un gouvernement sur la base du programme proposé par l'alliance regroupant le plus de députés, le Nouveau Front Populaire, serait immédiatement censuré [...] la stabilité de notre pays impose donc de ne pas retenir cette option. »

En juin, Macron avait pourtant promis de nommer Bardella Premier Ministre, même sans majorité absolue, si le RN arrivait en tête. A l'inverse, il fait barrage de toutes ses forces contre un potentiel gouvernement de gauche, même le plus tiède qui soit. Il a choisi le chaos, le coup de force, le putsch. La situation actuelle est inédite dans l'histoire de la Cinquième République,

Jamais un dirigeant n'aura, à ce point gouverné par le mensonge, ni autant détruit le sens des mots, abîmé le réel.

Macron a gouverné sans majorité depuis 2022, utilisant toutes les procédures les plus autoritaires et exceptionnelles, notamment un usage du 49.3 jamais vu dans l'histoire.

Souvenez vous qu'il déclarait pourtant en 2017 : « Je veillerai à ce que notre pays connaisse un regain de vitalité démocratique, les citoyens auront voix au chapitre, ils seront écoutés » et qu'il jurait en 2022 : « À celles et ceux qui ont voté pour moi, non pour soutenir mes idées mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite, votre vote m'oblige. Je ne suis plus le candidat d'un camp, mais le Président de toutes et tous ». Jamais un dirigeant n'aura, à

ce point gouverné par le mensonge, ni autant détruit le sens des mots, abîmé le réel.

Que fait le mouvement social ?

Il est tétanisé, vaincu d'avance. Alors que nous étions des millions à faire cette promesse l'année dernière : « pas de retraites, pas de JO », les centrales syndicales ont finalement appelé à « ne pas gâcher la fête » à la veille des Jeux Olympiques.

C'était pourtant le moment où jamais de frapper vite et fort. Une seule journée de grève pendant un tel événement, sous les yeux du monde entier, en vaut des centaines en temps normal. **La victoire n'est possible qu'avec un rapport de force au moment opportun quand l'adversaire est lui même en difficulté. Pas de gaspiller toutes les forces dans des « journées » isolées qui n'ont jamais inquiété le moindre gouvernement.**

Imaginez si le pays avait été paralysé par les blocages et les manifestations à la fin du mois de juillet, les dirigeants du monde s'en seraient rappelé avec épouvante pour des décennies. Au lieu de ça, Macron a réussi à mettre le pays sous cloche, à taire les contestations, et s'attribue la « réussite » des jeux. Cette toute puissance lui permet à présent d'aller toujours plus loin.

Et maintenant ? La secrétaire générale de la CGT évoque une « possible grève » d'ici « la fin septembre début octobre ». Et le ton est aussi risible du côté du Front Populaire : il y a quelques jours, Lucie Castets sortait toute souriante de son entretien avec Macron, et saluait « le dialogue constructif » avec le président. Soit ces gens sont d'une naïveté absolue, soit ils n'ont toujours pas compris la nature pouvoir en place. Ce dernier ne reculera que s'il ressent physiquement la peur.

« La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance. »

La stratégie de la résignation

Toute la doctrine de Macron pourrait être résumée en une seule phrase du théoricien d'extrême droite Maurice Barrès : « La première condition de la paix sociale est que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance. »

Depuis 7 ans, toute la gouvernance ne sert qu'à fabriquer de la résignation, de la soumission, du désespoir. Face aux grèves monumentales ? Mépris, silence et lacrymogènes. Face aux Gilets Jaunes ? Répression sanguinaire. Face au plus grand mouvement social depuis Mai 68, celui de 2023 sur les retraites, et contre 90% des travailleurs ? 49.3 et absolument aucune concession. Les banlieues se soulèvent ? Des brigades anti-terroristes sèment l'effroi dans les quartiers, et la police sort encore renforcée. A présent, même en cas de vote perdu par Macron et remporté par la gauche, c'est le coup de force.

On nous a répété que « ce n'est pas la rue qui gouverne », qu'il faut « attendre les élections » et « jouer le jeu démocratique » si la situation ne nous convient pas. Même ce petit refrain n'a plus aucun sens.

Le message est clair : nous n'avons pas la parole, nous ne sommes rien et n'avons aucune autre solution que courber l'échine. Manifester ne sert à rien. Voter ne sert à rien. Écrire ne sert à rien. "Taisez vous et restez chez vous", voilà le message tyrannique, de Macron.

Destitution ? Insurrection ?

Un soulèvement n'a jamais paru aussi légitime et audible. Le clan au pouvoir n'écoute plus rien, il est barricadé dans sa forteresse, et piétine tout les principes établis, y compris les règles constitutionnelles qu'il prétend défendre. Même la fameuse « République » dont se drapent les dirigeants pour conserver un semblant de légitimité est totalement bafouée. Le roi est nu.

La rentrée en France : insurrection ou insurrection ?

Les tractations politiciennes ou les bisbilles infinies sur nomination d'un Premier Ministre n'intéressent plus personne. Nous n'en sommes plus là. **L'urgence est de ne pas laisser passer ce coup de force de plus. Ce coup de force de trop.**

Ou alors, absolument plus rien ne séparera la situation politique française d'une dictature soft.

(posté par Contre attaque)

- ▶ sur Reporterre (qui dit qu'on est en démocratie qui reprend le fait que LFI serait une "gauche radicale"...): [« Emmanuel Macron veut tout faire pour éviter un gouvernement de gauche »](#) - Pour éviter un gouvernement qui appliquerait un programme de gauche, Emmanuel Macron est prêt à aller très loin, explique le politiste Vincent Dain. Y compris à faire fi de la logique et des acquis démocratiques.

(...) Le problème démocratique est aussi là : on assiste à une limite de la VI République. Il y a un vide constitutionnel, juridique, car rien dans la mécanique institutionnelle n'oblige à l'heure actuelle le chef de l'État à nommer tout de suite une personnalité pour former un gouvernement. Et un autre questionnement démocratique est cette idée du gouvernement d'affaires courantes. Il y a un vrai flou autour de cette notion. On a un peu le sentiment que plus le temps avance et plus le périmètre de ce qui relève des affaires courantes est élargi. Aujourd'hui, le gouvernement démissionnaire n'a pas vraiment de compte à rendre au Parlement, sur ses décisions, sur ses nominations, etc.

(...)